

A Madagascar, une traque pour retrouver les personnes en contact avec les pestiférés

L'épidémie de peste, en léger recul, a fait 126 morts sur l'île depuis le mois d'août

La lutte contre l'épidémie de peste à Madagascar commence-t-elle à porter ses fruits? La chute du nombre de morts depuis quelques jours laisse entrevoir un possible tournant dans la propagation de la maladie qui a fait 126 victimes, dont un Français, depuis le mois d'août. Une dizaine de districts (sur les quarante touchés) n'a enregistré aucun décès depuis quinze jours, ce qui les autorise officiellement à décréter la fin de l'épidémie.

La prudence reste néanmoins de mise. « Nous ne savons pas si la baisse de l'affluence dans les centres de santé traduit un recul de l'épidémie ou le fait que la population rechigne à se faire dépister », reconnaît le docteur Manitra Rakotoarivony, membre de la cellule de réponse à la peste coordonnée par le Bureau national de gestion des risques et catastrophes.

Le spectacle d'hôpitaux débordés, la crainte de mourir et d'être enterré loin du caveau familial ont pu inciter certaines personnes à retarder le moment de se rendre dans un centre de santé. Des vols de cadavres se sont produits, des malades ont fui les centres avant la fin du traitement. Pour rassurer les familles,

l'Organisation mondiale de la santé (OMS) a dû expliquer que les cérémonies funéraires traditionnelles sont possibles dès lors que le mort a été désinfecté et placé dans un sac étanche.

Les rites d'exhumation et de retournement des morts, *famadihana*, sont des facteurs de transmission, même si le sujet demeure tabou. « Personne n'est capable de dire combien de temps la bactérie *Yersinia pestis* peut persister dans le corps. Plusieurs mois, plusieurs années? Cela dépend des conditions d'humidité et des nutriments présents dans le sol », explique Anne-Sophie Le Guern, responsable du Centre national de référence de la peste à l'Institut Pasteur, à Paris. *Pour éliminer la bactérie, il faudrait incinérer les cadavres.*

La bataille contre la peste se joue aussi sur le front de l'information. Le ministère de la santé a dû créer une commission pour contrer toutes les fausses nouvelles qui alimentent les peurs : île bientôt mise en quarantaine, campagne de vaccination forcée, même si aucun vaccin n'existe contre la peste...

Douze personnes appuyées par l'Unicef et l'OMS scrutent en per-

manence les réseaux sociaux et les informations publiées par les journaux. « Nous avons établi une liste d'influenceurs parmi les médias, les églises, les ONG, le secteur privé... auprès de qui nous cibons des messages car ils peuvent être des relais importants », précise Jean-Benoît Manhes, le représentant adjoint de l'Unicef à Madagascar. Des spots d'information sont diffusés tous les quarts d'heure à la radio et 119 000 affiches ont été imprimées pour expliquer les consignes à suivre en cas de symptômes.

« Difficile et coûteux »

Dans le même temps, une traque a débuté pour retrouver toutes les personnes ayant été en contact avec les pestiférés. « On estime que, pour chaque cas, il faut contrôler 20 personnes. C'est difficile et coûteux », explique M. Manhes. Jusqu'à présent, moins de 30 % des « contacts » avec les 126 personnes infestées ont été identifiés.

A Antananarivo, la task force composée des membres du gouvernement, des agences onusiennes et des ONG ajuste au jour le jour la réponse à cette épidémie d'une ampleur à laquelle personne n'était préparé. La peste,

endémique à Madagascar, touche en moyenne 500 personnes par an sous sa forme bubonique transmise par les rats et cantonnée aux zones rurales. Cette fois-ci, elle se propage d'homme à homme par voie aérienne et a pris pied dans les deux plus grandes agglomérations de l'île.

D'autres maladies, présentes en cette saison, comme la grippe ou la pharyngite, aux symptômes semblables à la peste, compliquent les diagnostics. Pour ne pas prendre de risque, le personnel de santé n'attend plus que le test de détection rapide soit confirmé – ce qui demande plusieurs jours – pour administrer des antibiotiques.

« Le personnel, qu'il a fallu former en urgence à l'utilisation de ces tests, n'est pas toujours au point. Nous avons donc décidé de revenir, dans certains centres d'Antananarivo, à des diagnostics cliniques pour évacuer le plus vite possible les cas suspects vers des zones de confinement », indique le docteur Rakotoarivony. Car dans des centres de santé toujours débordés, l'enjeu est aussi de limiter les risques de transmission entre les unités de traitement de la peste et les autres services hospitaliers. ■

LAURENCE CARAMEL